

2016 : et l'Europe dans tout ça ?

L'approche globale d'un problème n'est jamais simple. Mais elle présente au moins un avantage : replaçant le problème dans son contexte, elle permet de mieux en comprendre les conditions initiales, les origines dans le temps et d'en apprécier les conséquences. C'est le cas de l'Union européenne et de la zone euro.

Une politique essentiellement fondée sur l'austérité, la rigueur et la gestion de la dette n'a aucune chance d'aboutir en Europe.

En ce début d'année, les conditions du marché sont telles que l'euro voisine le dollar US, que les taux de prêts bancaires sont bas et que la baisse du baril de pétrole convient aux pays consommateurs. Attention, cette dernière condition dérange les pays exportateurs. De son côté, la BCE est généreuse. Elle n'a pas hésité à prêter même à taux négatif en arrosant de devises les milieux financiers et les banques dans certains pays de la zone euro. Industriels et promoteurs de « grands projets » européens auraient probablement préféré une autre approche. Mais la politique domine. Il est vrai que l'Union européenne et plus particulièrement les membres de la zone euro se cherchent encore, faute d'imagination et surtout de courage.

L'Allemagne joue et confirme son rôle dominant d'autosatisfaction. Les « chiffres » positifs de ses résultats économiques, sont incontestables. Le taux de chômage déclaré comme faible peut être discuté, compte tenu de la multiplication des mini-jobs, la tolérance « officielle » de travailleurs « détachés », la non-implication « réelle » dans les conflits armés, etc. De plus, l'annonce délibérée d'accueil de « réfugiés » et de « migrants » sélectionnés pour pallier une crise démographique met l'Europe au pied du mur. L'analyse de l'ensemble lui confère un statut de leader. Comment réagiront les membres de l'UE en 2016 et 2017, avec une politique imposée des « quotas » ? Avec un statut de soumis ou d'insoumis ? La Turquie est à nos « portes », qui, moyennant « finances », accepte de jouer un rôle de recueil temporaire de « réfugiés » et de « migrants ». Et son dossier de candidature, appuyé par l'Allemagne, va être réexaminé

Le Royaume-Uni, déjà avec un pied dehors et un pied dedans, hésite à rester dans l'Union européenne. Il pose ses conditions à Bruxelles. Malgré quelques contestations, l'Union européenne finira-t-elle par céder ? Très probablement. Mais quel sera le résultat du référendum prochain prévu en principe en 2016 ? Au plan économique, les résultats semblent satisfaisants. Le comparatif le fait passer en terme de PIB devant la France. Le chômage « officiel » est aussi faible que l'emploi « officieux » est précaire. Les mesures sont fermes contre le chômage passif et encourageantes pour développer le système du contrat « 0 heure » salvateur. Les « migrants » sont à Calais, frontière « réelle » du Royaume-Uni ! En liaison avec les Etats-Unis, notre partenaire est désormais engagé au Moyen Orient.

La France est dans un état de « suivisme » européen maladif. En plus d'être directement impliquée (presqu'en solitaire) dans des conflits armés en Afrique, au Proche et Moyen Orient, la France n'est pas sortie de la crise. La baisse de l'euro et du prix du pétrole aidant, le taux de croissance repartirait lentement à la hausse, tout comme les effets du Pacte de stabilité et du Cice se feraient sentir ? Que faut-il en penser ? Une chose est certaine : quels que soient les artifices l'emploi réel « marchand » ne sera pas de retour avant la fin de l'année de manière significative.

Les meilleurs européens sont pour la plupart en dehors de la zone euro ! La Suède et le Danemark s'en tirent à peu près. Mais les deux pays bousculés avec l'afflux croissant de « migrants » ont rétabli leurs contrôles d'identité aux frontières, y compris avec l'Allemagne ! A part les Pays-Bas, la Belgique (avec les attentats) et l'Irlande appréhendent la suite. Nos partenaires méditerranéens de la zone euro, Portugal, Espagne, Italie et Grèce, sont tous en difficulté. Mais personne n'ose en parler. Comme toujours, le « chacun pour soi » prédomine. La politique européenne migratoire dérange. Après l'Autriche, la Hongrie, la République tchèque et la Slovaquie, c'est la Pologne qui s'affirme avec un changement de gouvernement qui interpelle. L'Espace Schengen dans sa version actuelle n'a plus de sens

De ce fait, les regards « comparatifs » et « soumis » se portent en priorité vers les Etats-Unis, en ignorant l'incapacité de rebond du Japon, toujours en récession. Il ne faut pas oublier la situation politique et économique en retrait de la Chine ainsi que l'ensemble des difficultés des pays émergents, exception faite de l'Inde, comme le Brésil atone, sans parler d'une Russie aussi en baisse sérieuse d'activité et de ressources. Comment compenser le ralentissement naturel de ces nombreuses économies ?

Un contexte américain particulier qui propose et qui dérange

Pour mieux comprendre, il importe de se rappeler que le Congrès américain a défini dans le « Federal Reserve Act » trois objectifs : le plein emploi, la stabilité des prix et celle des taux d'emprunt modérés. Si dans l'UE deux de ces objectifs sont a priori globalement tenus par une petite majorité de partenaires de l'UE, l'objectif du plein emploi demeure du domaine de l'illusion comparative.

Le monde est imprégné de la notion de libre-échange, une réalité qui a besoin d'être régulée et réorganisée et à laquelle l'OMC veille tandis que les accords bilatéraux se multiplient. L'énorme chantier de libre-échange TTIP (TAFTA) entre l'UE et les Etats-Unis, témoigne de cette volonté d'aller à la conquête de nouveaux marchés en surveillant l'ensemble de l'économie mondiale d'une autre manière. Ce sont les Etats-Unis qui sont « maîtres du jeu » en toute complicité avec l'Allemagne. L'Union européenne n'est pas de taille aujourd'hui à leur résister.

Les Etats-Unis et le FMI ont déjà interpellé Bruxelles pour que la Commission intervienne auprès de l'Allemagne à propos de sa politique économique et de ses excédents commerciaux extérieurs, réalisés pour les 2/3 dans l'Union européenne elle-même ! Vaste question qui est toujours restée sans réponse. C'est la relance économique qu'il faudrait favoriser au travers de grands projets communs européens. Mais cela est du domaine du rêve pour cette UE, technocratique et sans objet, dont beaucoup d'européens ne veulent plus !